

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire  
5 place Jules Ferry  
69006 Lyon

lyon, le 07/06/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/03/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



### **RECYCLAGES DECHETS SERVICES**

La Péronnière  
8, rue de la Liberation  
42152 L HORME

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/03/2022 dans l'établissement RECYCLAGES DECHETS SERVICES implanté La Péronnière 8, rue de la Liberation 42152 L HORME. L'inspection a été annoncée le 11/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection a pris place dans le cadre de la vaste opération de contrôle organisée par la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes au cours du mois de mars, menée sur de nombreux établissements ICPE de la région et visant à contrôler les prescriptions relatives à la thématique "moyens de défense incendie".

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- RECYCLAGES DECHETS SERVICES
- La Péronnière 8, rue de la Liberation 42152 L HORME
- Code AIOT dans GUN : 0006104968
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société RDS L'Horme exerce une activité de récupération et de tri des déchets industriels banals (papiers, cartons, matières plastiques, métaux, gravats, bois). Les déchets, après tri, sont compactés et envoyés vers une filière de valorisation. Les refus de tri sont dirigés vers une filière d'élimination.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Moyens de lutte contre l'incendie
- Prévention du risque de pollution par les eaux d'extinction

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Prévention du risque pollution par eaux extinction	Arrêté Préfectoral du 02/04/1999, article 4.6.1 de l'article 2	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
État des matières stockées – Cas général	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 46	/	Sans objet
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 10/07/2007, article 2.3.3	/	Sans objet
Maintenance et test	Arrêté Préfectoral du 10/07/2007, article 2.3.2	/	Sans objet
Mur coupe-feu	AP Complémentaire du 10/07/2007, article 2.2.1	/	Sans objet

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'équipe d'inspection a noté que les moyens de lutte contre l'incendie réglementairement prescrits étaient présents et vérifiés périodiquement. Des dégradations ont cependant été constatées sur un mur coupe-feu, dont l'exploitant a, de manière réactive, engagé la remise en état. En matière de confinement des eaux d'extinction d'un incendie éventuel, la stratégie actuellement poursuivie par l'exploitant est insuffisamment robuste, et basée sur des matériels partiellement défectueux et non vérifiés périodiquement. Enfin, de manière documentaire, l'exploitant n'a pas pu présenter au jour de l'inspection l'état des matières combustibles entreposées dans son établissement ; ce document a toutefois été transmis par la suite.

**2-4) Fiches de constats**

**Nom du point de contrôle : État des matières stockées – Cas général**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 46
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Action Coup de Poing
<b>Prescription contrôlée :</b> Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
<b>Constats :</b> Les inspecteurs n'ont pu consulter d'état des stocks consolidé des matières combustibles entreposées durant la visite. De manière réactive, l'exploitant a transmis un tel état des stocks à l'issue de la visite, et a précisé que celui-ci serait dorénavant mis à jour à une fréquence hebdomadaire.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/07/2007, article 2.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Action Coup de Poing
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : <ul style="list-style-type: none"><li>- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;</li><li>- un volume d'eau de 900 m<sup>3</sup> disponibles sur 2 heures [...].</li></ul> L'exploitant devra être en mesure de démontrer la disponibilité des débits à la demande de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'équipe d'inspection a constaté la présence d'extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, de robinets d'incendie armés en nombre, de deux réserves d'eau équipées de raccords pompier d'un volume total de 800 m <sup>2</sup> , et d'au moins deux poteaux incendie d'un débit horaire suffisant pour respecter la prescription ci-avant rappelée.
<b>Observations :</b> Les inspecteurs insistent sur la nécessité de garantir en tout temps par des moyens adaptés l'accès des services d'incendie et de secours aux réserves d'eau présentes sur le site ; ces accès étaient en effet partiellement encombrés au jour de la visite. Un marquage au sol adéquat pourrait utilement contribuer à cet objectif.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Maintenance et test

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/07/2007, article 2.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Action Coup de Poing
<b>Prescription contrôlée :</b> Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Les inspecteurs ont constaté la bonne réalisation des opérations de maintenance annuelle des équipements de lutte contre l'incendie. L'exploitant disposait d'une synthèse comprenant notamment les dates et observations constatées dans le cadre de ces opérations de maintenance, ainsi que des rapports de contrôles associés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Prévention du risque pollution par eaux extinction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/04/1999, article 4.6.1 de l'article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Action Coup de Poing
<b>Prescription contrôlée :</b> Les dispositions appropriées sont prises pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident de fonctionnement se produisant dans l'enceinte de l'établissement, déversement de matières qui par leurs caractéristiques et quantités émises seraient susceptibles d'entraîner des conséquences notables sur le milieu récepteur.
<b>Constats :</b> L'exploitant indique ne pas disposer à l'heure actuelle de bassin de confinement des eaux d'extinction d'incendie, mais mettre en œuvre de manière transitoire des mesures compensatoires pour répondre à la prescription précitée, et poursuivre en parallèle une réflexion visant à disposer prochainement d'un tel bassin de confinement.  Les mesures compensatoires transitoires mises en œuvre consistent en un confinement des eaux d'extinction éventuelles par le biais du positionnement d'obturateurs mobiles gonflés et positionnés manuellement aux trois points de rejets des effluents aqueux, ainsi qu'en une montée en charge du réseau chargé de véhiculer ces mêmes effluents.  Les inspecteurs notent que : <ul style="list-style-type: none"><li>- les obturateurs sont, au jour de la visite, en nombre trop faible et insuffisamment contrôlés et entretenus ;</li><li>- aucune procédure explicitant les modalités de mise en place de ces obturateurs, laquelle pourrait utilement être mise en pratique lors d'exercices appropriés, n'est formalisée - une telle procédure devrait également préciser l'organisation de l'exploitant concernant le déploiement de ces moyens en horaires non ouvrés ;</li><li>- les points de rejet pertinents pour la mise en place de ces obturateurs ne sont pas repérés de manière documentaire et/ou physiquement.</li></ul> En conséquence, les moyens prévus par l'exploitant apparaissent insuffisants pour pouvoir mettre en œuvre de manière efficace et robuste la stratégie transitoire de confinement des eaux d'extinction incendie.  L'équipe d'inspection note cependant que l'exploitant, de manière réactive, s'engage notamment à : <ul style="list-style-type: none"><li>- remplacer la totalité des obturateurs mobiles (une commande à cet effet ayant déjà été passée) et assurer convenablement leur suivi ;</li><li>- mettre en place une procédure repérant notamment les points de rejet pertinents pour le positionnement de ces derniers.</li></ul>
<b>Observations :</b> Il conviendra de : <ul style="list-style-type: none"><li>- transmettre un programme de mise en conformité de l'établissement avec la prescription précitée, assorti d'un échéancier raisonnable, dans un délai de 4 mois ;</li><li>- mettre en place un moyen robuste de confinement des eaux d'extinction incendie dans un délai de 16 mois.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

**Nom du point de contrôle :** Mur coupe-feu

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 10/07/2007, article 2.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Un mur coupe-feu de degré 2 heures permet d'isoler l'établissement voisin des activités exercées par RDS.
<b>Constats :</b> Les inspecteurs ont constaté visuellement des dégradations notables du revêtement du mur coupe-feu, et s'interrogent sur sa capacité à assurer sa fonction.  De manière réactive, l'exploitant a engagé les travaux nécessaires à sa remise en état, et a transmis des éléments justificatifs à l'inspection.
<b>Observations :</b> Il conviendra de tenir à la disposition de l'inspection l'attestation REI 120 justifiant de la capacité de tenue au feu du mur remis en état.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet